



Lettre n° 121 du 22 décembre 2019

Au sommaire :

- **Pas de trêve contre Macron et le CAC 40, solidarité avec les grévistes, organisons-nous pour étendre la contestation et généraliser la grève**
- **Grande-Bretagne, de la déroute de Corbyn à la nécessité d'un véritable parti des travailleurs indépendant des institutions bourgeoises - Yvan Lemaitre**
- **Face à l'urgence climatique, ni COP, ni Green New Deal, ne comptons que sur nos mobilisations pour en finir avec le règne des multinationales et du capital - Bruno Bajou**

Pas de trêve contre Macron et le CAC 40, solidarité avec les grévistes, organisons-nous pour étendre la contestation et généraliser la grève

Cynique jusqu'au bout, Macron vient d'annoncer qu'il renonçait à son « régime spécial » de président, qui lui permettait de toucher 6220 € mensuel, sans conditions d'âge ou de plafonds... Une goutte d'eau pour cet ex-banquier d'affaires qui émargeait à près d'1 million d'€ par an comme associé de Rothschild et une nouvelle provocation bien à l'image du personnage et de son mépris de classe !

Mercredi, le gouvernement a nommé son nouveau « Monsieur retraite », suite à la démission de Delevoe. L'itinéraire de Pietraszewski, ex DRH de Auchan, est celui d'un homme de main des patrons, dont un haut fait d'armes est d'avoir fait interpellé par les flics et mettre en garde à vue la déléguée syndicale d'un hypermarché pour avoir donné à une cliente un pain au chocolat trop cuit !

Le même n'a pas été gêné de toucher 71 000 € de son ancien employeur parallèlement à son mandat d' élu en 2017... sa « prime » de licenciement paraît-il. On est loin des indemnités de misère des nombreux salariés qu'il a mis à la porte !

Ce choix résume à lui seul toute la politique de Macron et Philippe au service exclusif des classes dominantes. Personne ne peut croire leur boniment sur « l'égalité », leurs simulations mensongères à l'image de leurs promesses que personne ne perdra rien. Seul le Medef a de quoi se réjouir de leurs mauvais coups.

Pénicaud poursuit la même politique en annonçant, cette année encore, le refus de tout coup de pouce à l'augmentation du SMIC. En bonne DRH là encore, elle se fout du monde en déclarant que les salariés gagneront « 15 euros

de plus par mois en net »... Il faudrait même lui dire merci d'appliquer l'augmentation légale ! Suite aux 14 mandats « oubliés » par Delevoe, elle vient d'ailleurs de renoncer à un siège d'administratrice, bénévole bien entendu, du forum de Davos. Parmi ce conseil d'administration, qui organise la fameuse rencontre annuelle des chefs d'Etat et des multinationales, on retrouve le patron de Blackrock, le plus gros gestionnaire de fonds au monde. Une illustration de plus des mille liens qui unissent l'Etat, le gouvernement et ces hauts fonctionnaires avec la grande bourgeoisie, celle du CAC40 et de la finance.

Aujourd'hui, il devient évident que leur réforme et l'ensemble de leur politique servent les seuls intérêts de cette classe de parasites.

Face à cette offensive, les calculs d'appareils des directions syndicales

Dès mercredi, lendemain de la très grosse mobilisation du 17 décembre, les directions syndicales ont été reçues à Matignon, ouvrant à nouveau le jeu des manœuvres du « dialogue social » destinées à diviser et à démobiliser les travailleurs. Toutes y sont allées, sauf Solidaires qui n'était pas invité.

Ce défilé a permis une véritable mise en scène de Berger, attendu fébrilement par des journalistes guettant sa « déclaration »... alors qu'il n'a appelé à rien depuis le 5 décembre, si ce n'est à la trêve avant même d'avoir commencé à manifester. Tous les pronostics sur la suppression de « l'âge pivot » sont tombés à plat, puisqu'au final, Philippe a renvoyé Berger dans les cordes.

Escure, dirigeant de l'Unsa pour qui Pietraszewski semble « *respectueux du dialogue social et des partenaires sociaux* », a même « *vu des signes* », mieux « *des ouvertures* »... alors que le gouvernement veut l'affrontement, ne rien lâcher et imposer une défaite à l'ensemble des travailleurs.

Tous les syndicats ont aussi participé aux négociations parallèles organisées par le gouvernement dans les transports. L'objectif est évident, celui de faire passer sa réforme en lâchant quelques miettes et quelques promesses pour tenter d'affaiblir la grève.

L'UNSA ferroviaire a pleinement joué ce jeu, en appelant à une « *pause* » au nom d'une « *position d'ouverture du gouvernement qui propose, pour la première fois, des avancées notables* » ! Cette déculottade a provoqué des remous parmi les syndicalistes de l'UNSA et des régions locales du syndicat ont publiquement appelé à poursuivre la grève et à décider dans les AG de grévistes. De même, la CFDT-cheminots a maintenu l'appel à la grève malgré la prise de position de Berger pour la « *trêve* ». Les grévistes, la base exercent une forte pression sur les appareils et leurs calculs.

Mais ce jeu pervers des directions syndicales dites « *réformistes* » est alimenté par la politique même de l'intersyndicale, qui reste elle-même sur le terrain du « *dialogue social* ». Au lieu de refuser de défilé chez Philippe tant qu'il n'a pas retiré son projet, comme de participer aux négociations parallèles, leur politique ouvre la porte à toutes les manœuvres du gouvernement qui annonce maintenant un énième nouveau « *calendrier de concertation* » à partir du 6 janvier... tout en disant qu'il ne reviendra sur rien !

Alors que le gouvernement et les médias aux ordres multiplient les pressions contre les cheminots en grève durant les fêtes de Noël, aucune initiative, aucun plan d'action

national n'est pris pour la période, répondre aux provocations du gouvernement. L'intersyndicale affirme qu'il n'y aura pas de trêve, tout en la pratiquant dans les faits, une duplicité qui se voit au grand jour.

Mais la pression de la base l'oblige aussi à appeler à la grève dès la rentrée, le 9 janvier. Et de fait, bien des équipes militantes se disent que la meilleure façon de la préparer, c'est de continuer à se battre, prendre des initiatives, de refuser la trêve face à Macron et à Philippe en prenant nos affaires en main.

Organisons-nous à la base, pas de trêve pour préparer la généralisation de la grève

SNCF, RATP, éducation, santé, mais aussi routiers, raffineries,... la grève et la contestation sont profondes. La période des congés, loin de démobiliser, ouvre des possibilités à des enseignants, des Gilets Jaunes, des grévistes, qui s'organisent en AG interpro, autour de blocages, de manifs et d'actions qui sont autant d'initiatives pour tisser des liens et préparer la suite.

Le mouvement a de quoi s'inspirer de la lutte des Gilets Jaunes, en développant des actions d'agitation, à la base, pour préparer la généralisation de la grève. Les AG qui se maintiennent durant ces fêtes sont autant de moyens pour prendre en main notre mouvement, organiser la solidarité financière avec celles et ceux qui continuent la grève, en particulier les cheminots, mais aussi autant de moments pour discuter politique et contester la logique globale de la politique de ce gouvernement, dans la continuité de ceux qui l'ont précédé.

Les retraites, les salaires, la précarité, la dégradation des services publics,... une même politique servant les intérêts du CAC 40, d'une infirme minorité. C'est de cette contestation globale que dépend l'extension de la grève pour faire plier Macron.

Grande-Bretagne, de la déroute de Corbyn à la nécessité d'un véritable parti des travailleurs indépendant des institutions bourgeoises

A en croire les médias la victoire de Boris Johnson aux élections anticipées du 12 décembre serait écrasante face à la déroute du parti travailliste et de Corbyn. En réalité, loin de représenter le peuple comme il le proclame lui-même, Boris Johnson et les conservateurs obtiennent 43,6 % des suffrages, soit 365 députés sur 650, la majorité absolue avec une progression très modeste de 1,20 % des voix. Et cela avec le soutien du Brexit Party, le parti souverainiste d'extrême droite de Nigel Farage, qui ne présentait pas de candidats contre les députés conservateurs sortants. Il bénéficie d'un mode de scrutin particulièrement antidémocratique. Les travaillistes ont recueilli 32,2 % au lieu de 40 % et 203 députés au lieu de 262 lors des élections du 8 juin 2017. Même dans les circonscript-

tions où les travaillistes ont maintenu leur siège, leur score a diminué, souvent d'environ 10 %. Dans les bastions travaillistes du Nord de l'Angleterre et des Midlands, l'ancien cœur industriel du pays ravagé par des décennies d'offensive capitaliste, une large partie du vote des classes populaires s'est tournée vers les conservateurs.

Cette déroute du parti travailliste était attendue tant la politique défendue par Corbyn était discréditée par son incapacité à se définir clairement sur la question de l'UE. Le Labour s'engageait à renégocier l'accord de Brexit conclu entre Boris Johnson et l'UE et à soumettre ce nouvel accord à un référendum. Corbyn se disait « *neutre* » face à cet éventuel référendum alors que la plupart des dirigeants et des élus travaillistes se prononçaient pour le

Revenir, rester dans l'UE. Cette confusion était bien incapable de contrer la démagogie de Johnson et des populistes et nationalistes présentant l'UE comme responsable de tous les maux pour mieux défendre les intérêts de la bourgeoisie.

Il avait bien essayé d'échapper au piège qu'il s'était lui-même construit en développant une campagne à gauche sur le terrain social qui a réussi à mobiliser autour d'elle bien qu'elle ne remettait en rien en cause le système. Mais il était bien peu crédible.

La défaite de Corbyn, c'est la défaite d'un parti soumis à l'ordre établi, aux intérêts de la bourgeoisie depuis des décennies. Croire qu'il pouvait représenter un renouveau du Labour, qu'il allait en faire un parti de la classe ouvrière relevait d'illusions et d'un total aveuglement.

Il est aussi erroné de penser que cette déroute des travaillistes, dans la continuité de celle de Syriza en 2015, devrait nous convaincre qu'il serait impossible de gagner la confiance des classes populaires sans faire de la rupture avec l'UE, ou de la sortie de la zone euro pour les pays qui en font partie, la priorité.

En réalité, comme en 2017, les partisans d'un Brexit plus ou moins dur restent minoritaires dans l'électorat, avec 45,70 % des suffrages exprimés, face à ceux qui y sont opposés ou revendiquent l'organisation d'un deuxième référendum.

La question centrale, c'est la rupture avec la bourgeoisie et ses institutions

La question première n'est pas la rupture avec l'UE tout en respectant le cadre bourgeois national, mais une rupture internationaliste, révolutionnaire avec la domination capitaliste dans la perspective d'une Europe des travailleurs. Toute concession aux préjugés nationalistes tourne le dos aux intérêts des travailleurs.

Ceux qui ont cru que Corbyn allait reconstruire le parti travailliste en tant que parti de la classe ouvrière se sont bercés d'illusions et ont raconté un conte de fées à celles et ceux qui les ont écoutés plutôt que d'offrir une perspective aux travailleurs et en particulier à la jeunesse populaire qui s'est largement abstenue.

L'illusion devient démoralisation pour des camarades qui pensent, comme l'écrit *Socialist Resistance* que la défaite de Corbyn « n'est pas simplement une défaite pour la classe ouvrière britannique. Un gouvernement travailliste de Corbyn aurait eu un impact mondial sur les mouvements progressistes, les militants du climat et la gauche internationale. » Non seulement cette victoire était impossible au regard de la politique de Corbyn et si elle avait cependant eu lieu elle n'aurait préparé que des démoralisations dont les forces réactionnaires auraient profité à l'instar de ce qui est advenu en Grèce ou aux USA après la victoire d'Obama.

Les travailleurs n'ont pas à arbitrer les débats sur la politique à mener pour la bourgeoisie pas plus lors des élections au Parlement que lors du référendum de 2016, ils n'avaient pas à choisir entre le leave ou le remain.

Il n'y a pas d'issue pour le monde du travail hors d'une politique de classe indépendante des institutions pour défendre ses intérêts de classe. Développer une telle politique est un besoin impérieux. Il est évident que Boris Johnson, à défaut d'apporter des réponses au déclin du capitalisme britannique, multipliera les aides au patronat associées aux attaques contre les travailleurs. La bourse a accueilli sa victoire à la hausse mais l'avenir est sombre pour un Royaume-Uni menacé d'éclatement tant par les aspirations à l'indépendance de l'Écosse que par celles à l'unité de l'Irlande du Nord. Johnson multiplie les annonces réactionnaires, législation antigreve dans les transports, création d'un ministère de la Sécurité intérieure, renforcement des contrôles policiers et des fouilles contre les jeunes des quartiers populaires, plan de soutien au patronat et mesures anti-ouvrières, campagne et mesures anti-immigrés, etc...

Face à cette offensive annoncée, l'enjeu de la période n'est pas de reconstruire cette gauche faillie depuis des décennies en Grande Bretagne comme ici ni de donner des conseils à ses dirigeants mais bien d'œuvrer au rassemblement des révolutionnaires, en toute indépendance du Labour, pour tracer la perspective d'un parti des travailleurs internationaliste, pleinement indépendant des institutions bourgeoises.

Yvan Lemaitre

Face à l'urgence climatique, ni COP, ni Green New Deal, ne comptons que sur nos mobilisations pour en finir avec le règne des multinationales et du capital

Sans surprise, la COP25 qui s'est terminée à Madrid le 15 décembre et qui était pourtant présentée comme « la dernière opportunité historique pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C d'ici la fin du siècle » n'a abouti à rien.

Alors qu'elle devait se tenir au Chili, elle a été déplacée à Madrid pour cause de révolte populaire contre le gouvernement chilien. Cela n'a pas empêché des dizaines de milliers de personnes de manifester la veille de l'ouver-

ture, le vendredi 6 décembre, pour dénoncer l'inaction des Etats, avec des banderoles affirmant « Sans planète, il n'y a pas d'avenir » ou « Ce sommet est une farce ». Et le mercredi 11, ce sont 200 jeunes activistes qui se sont fait expulser de la Conférence parce qu'ils avaient manifesté leur colère par un concert de casseroles...

25 ans d'échec des conférences pour le climat ou l'incurie des classes dominantes

Ainsi protégée de la contestation, la COP25 n'aura été que le cadre de sordides discussions autour des « *marchés carbone* » entre grandes puissances au détriment des petits Etats insulaires déjà menacés de disparition comme des populations les plus exposées. Ces discussions, comme pour les 24 COP précédentes, ne visaient sur le fond qu'à préserver les intérêts des multinationales qui dominent l'économie mondiale.

Les engagements pris lors de la COP21 de Paris, déjà insuffisants pour atteindre l'objectif annoncé de 1,5°C d'augmentation maximum et qui devaient être revus à la hausse, ne sont en réalité même pas tenus. Les Etats-Unis doivent sortir de l'accord l'an prochain, la Russie n'a toujours pris aucun engagement alors que Poutine déclare que « *personne ne sait à quoi est dû* » le réchauffement climatique. D'après les scientifiques du GIEC, les quelques engagements déjà pris conduiraient à une augmentation de plus de 3°C et comme ces engagements ne sont pas tenus, cette augmentation risque d'atteindre les 4°C en 2100, avec déjà des conséquences dramatiques pour les populations les plus exposées qui sont aussi le plus souvent les plus pauvres.

Car le bilan est sans appel. Les conférences sur le climat qui se succèdent depuis 25 ans se sont toujours situées dans le respect du cadre d'un marché mondialisé à travers lequel les multinationales s'approprient les richesses produites par le travail humain, tout en ravageant l'environnement. Loin d'avoir permis une diminution des rejets annuels de CO₂, le principal gaz à effet de serre, ces rejets sont de plus de 60 % supérieurs à leur niveau de 1990. Dans le cadre d'un capitalisme mondialisé, plus parasitaire que jamais, ces rejets augmentent toujours plus rapidement, entraînant des valeurs records de concentrations atmosphériques en gaz à effet de serre et, en conséquence, une élévation des températures atteignant déjà près de 1°C par rapport à l'ère pré-industrielle.

Et comme l'a rappelé Greta Thunberg : « *100 entreprises sont responsables de 71 % des émissions mondiales. Les pays du G20 totalisent environ 80 % des émissions totales. Les 10 % les plus riches produisent la moitié des émissions de CO₂, pendant que les 50 % les plus pauvres ne totalisent qu'un dixième* ». La crise climatique ne fait qu'accentuer, qu'aggraver toutes les inégalités sociales et les rapports d'oppression, d'exploitation, conséquence de la fuite en avant d'un capitalisme mondialisé en crise.

Les beaux discours ne suffisent plus à masquer que depuis l'accord de Kyoto de 1995, de COP en COP, les classes dominantes et leurs représentants non seulement ont toujours refusé de prendre des décisions politiques à la hauteur des recommandations des scientifiques mais n'ont eu d'autre logique que de soumettre les conférences pour le climat à la logique du marché, en clair s'en sont servis pour créer de nouvelles opportunités d'investissements pour les multinationales avec la « *transition énergétique* » vers les énergies renouvelables, ou de spéculations autour des « *crédits carbone* » et autres mécanismes de compensation, pour les groupes financiers.

Green New Deal, un greenwashing des vieilles illusions réformistes

Si les classes dominantes veulent imposer la « *marchandisation de la nature* » de leur « *capitalisme vert* » au nom de la lutte contre le réchauffement climatique, les différents partis de la gauche réformiste comme des appareils syndicaux multiplient les éco-programmes pour une « *transition écologique* » qu'ils voudraient socialement juste. Au cynisme de ceux qui prétendent que la logique du marché pourrait résoudre la crise climatique, ils opposent l'illusion qu'une intervention directe des Etats permettrait de prendre les mesures nécessaires... sans avoir besoin de remettre en cause le capitalisme, la domination de classe de la bourgeoisie sur toute l'économie mondiale.

Ainsi aux États-Unis, en 2018, la députée démocrate Alexandria Ocasio-Cortez qui soutient la candidature de Bernie Sanders pour les prochaines élections présidentielles, a relancé l'idée d'un *Green New Deal*, en référence au *New Deal* de Roosevelt qui a, selon elle, « *sauvé le pays* » de la Grande Dépression qui a suivi la crise de 1929. Une telle vision exagère considérablement la portée de ce *New Deal* en oubliant que c'est l'entrée en guerre qui a permis de sortir provisoirement les Etats-Unis de la crise des années 30, au prix de millions de morts et de terribles destructions. Dans sa version actuelle, ce *Green New Deal* prévoit une « *mobilisation nationale de 10 ans* » de l'État américain pour atteindre 100 % d'énergie renouvelable grâce à des investissements massifs chiffrés à 16,3 milliards de dollars et avec des millions d'emplois garantis à la clé. Un tel plan qui n'a de réalité que sur le papier, vise surtout à utiliser l'inquiétude grandissante face à la crise climatique pour légitimer cette vieille illusion qu'il serait possible de rendre le capitalisme raisonnable, de le contrôler grâce à l'intervention de l'État et de politiques publiques, indépendamment des rapports de classe, de la mainmise très concrète d'une poignée de multinationales, géants de la finance et de l'industrie, sur toute la société. C'est une illusion dangereuse car il n'y a rien à attendre des États qui, quels que soient les gouvernements en place, restent soumis à la défense des intérêts des classes dominantes dont la seule logique est la course aux profits les plus immédiats. C'est cette soumission qui est d'ailleurs la principale cause de leur incapacité totale à faire face au réchauffement climatique depuis des décennies.

Néanmoins, le *Green New Deal* rencontre un réel écho ne serait-ce qu'en prenant le contre-pied de l'idéologie libérale dominante de plus en plus discréditée. D'ailleurs l'idée a fait son chemin et traversé l'Atlantique. Lors des élections européennes, Benoît Hamon a défendu un *Green New Deal for Europe* et c'est en réalité l'ensemble des candidats qui ont développé, sous une forme ou une autre, leur propre version d'un plan pour l'écologie dans une surenchère de milliards d'euros et de listes de mesures pour la transition écologique...

Et c'est jusqu'à la nouvelle Commission européenne qui reprend le terme d'un « *green deal* » pour mettre en avant

son projet de « *capitalisme vert* » d'un vaste plan d'investissement d'infrastructures pour atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050... mais en faisant surtout appel à des multinationales qui espèrent se tailler la part du lion des nouveaux marchés ouverts par la transition énergétique.

Face à la catastrophe annoncée, prendre le contrôle de la marche de la société

Face à cette incurie des classes dominantes, la contestation a pris de l'ampleur à travers le monde avec l'émergence de nouveaux mouvements depuis un peu plus d'un an comme *Sunrise Movement*, *Extinction Rébellion* ou *Youth for climate*, à l'origine des grèves de la jeunesse. Ces mobilisations poussent de fait l'ensemble du mouvement pour le climat vers une critique plus radicale du système capitaliste qui fait écho aux révoltes sociales qui se développent à travers le monde du Chili à Hong-kong.

C'est toute une génération de jeunes et de très jeunes qui s'éveille ainsi à la politique, en prenant conscience que l'ampleur du problème nécessite la remise en cause de tout le fonctionnement de cette société... et en liant d'ailleurs la question climatique avec celles des inégalités et de la démocratie. C'est un éveil qui traduit d'abord une colère grandissante face à des gouvernements déconsidérés à force de faire l'étalage de leur impuissance, de leur absence de volonté politique d'agir à la hauteur des enjeux. Un éveil qui implique aussi une volonté nouvelle de ne pas attendre la prochaine COP26, de ne plus croire les promesses des gouvernements actuels ni d'ailleurs de ceux qui aspirent à les remplacer mais d'agir directement, collectivement en se mobilisant.

Dans son discours à la COP25, avec ses limites, Greta Thunberg a traduit cette évolution en déclarant : « [...] *il y a de l'espoir [...] Cependant, il ne vient pas des gouvernements ou des grosses entreprises. Il vient des gens, du peuple. Les gens qui n'étaient pas au courant, mais commencent à se réveiller. Et une fois qu'on est au courant, on change. Les gens peuvent changer. Ils sont prêts pour ce changement. [...] En réalité, tout grand changement dans l'Histoire vient du peuple* ».

Si le capitalisme domine l'ensemble de l'économie mondiale, il ne se survit qu'en étant de plus en plus parasi-

taire, qu'au prix d'une accentuation de l'exploitation du travail humain comme du pillage des richesses naturelles et des ravages sociaux et environnementaux que cela entraîne. Il ne fait qu'engendrer à l'échelle de la planète inégalités, oppressions, injustices, mais il est aussi responsable d'une crise écologique qui menace l'avenir même de l'humanité... Et c'est cette réalité qui engendre la révolte des peuples et de la jeunesse qui refusent d'abdiquer de leur avenir.

Car, et c'est ce qui rend la situation d'autant plus insupportable, jamais la société humaine n'a été aussi riche de possibilités. C'est de cette prise de conscience du décalage entre les progrès liés au développement de la société, des sciences et des techniques, et la réalité de cette société d'exploitation que naissent les révoltes qui éclatent aujourd'hui à travers le monde et qui ouvrent finalement le seul espoir de transformer la situation, de dépasser l'impasse dans laquelle le capitalisme en crise maintient toute la société.

Car, à l'opposé de ceux qui face au danger réel d'un effondrement de la société, quelle que soit la forme que cela pourrait prendre, prônent la résignation, le repli sur soi ou sur sa petite communauté, comme le font les tenants de la collapsologie, se développe aussi la conscience qu'il n'y a pas de fatalité, et que tous les progrès accumulés depuis des décennies rendent possibles une autre organisation sociale sur la base d'une véritable démocratie ouvrant l'accès à tous à l'éducation, la santé, la culture.

Un autre monde est nécessaire et possible à condition de le transformer par l'intervention consciente, démocratique, révolutionnaire du monde du travail et de la jeunesse, pour le libérer des entraves du parasitisme d'une classe dominante minoritaire qui façonne toute la société en fonction de ses seuls intérêts.

C'est cette transformation qui permettra que les formidables possibilités ouvertes par tous ces progrès profitent à l'ensemble de l'humanité à l'échelle internationale, dans une société démocratique et en harmonie avec son environnement, le socialisme.

Bruno Bajou